

« J'ai été fait prisonnier à Sarrebourg le 20 août, avec tout mon personnel médical.

Le 19 août, j'avais installé mon poste de secours à l'hôpital de Sarrebourg, et là, jusqu'à minuit, les brancardiers et médecins auxiliaires ont battu le champ de bataille s'étendant du Petit-Eich à Bühl. Jusqu'à minuit, avec les médecins sous mes ordres, j'ai opéré, pansé, ligaturé les blessés qui m'étaient amenés par centaines. De plus, sur la demande de mon chef de Corps, j'ai fait installer vers midi, un poste de secours au village de Bühl. Le médecin chargé de ce poste a ramené à l'hôpital de Sarrebourg tous ses blessés, le 19 vers 10 h du soir.

Le 20 au matin, à 6 h, constatant que l'hôpital de Sarrebourg était bondé de blessés, je suis allé trouver M. le Colonel Reibell, commandant la brigade, pour demander des moyens d'évacuation pour ces blessés. M. le Colonel a envoyé une note à la Division, réclamant instamment une ambulance. A mon retour à l'hôpital, j'ai trouvé une note de M. le Colonel Rabier, commandant le 85^e, note dans laquelle il me faisait connaître qu'il se trouvait à Bühl. J'ai aussitôt rassemblé mon matériel et réuni mon personnel, et me suis mis en route pour Bühl au milieu des obus qui pleuvaient sur la ville, notamment au voisinage de l'hôpital, car des batteries d'artillerie et des mitrailleuses françaises étaient installées tout contre ce bâtiment. A peine avions-nous fait quelques pas hors de l'hôpital que j'ai reçu une blessure insignifiante - éclat d'obus à la pommette gauche - et qu'une maison s'écroulait devant nous, nous barrant ainsi la route. Au cours d'un détour que nous faisons pour continuer notre chemin, nous avons rencontré M. le Colonel Reibell qui nous a interdit de nous rendre à Bühl, déclarant qu'il était absolument impossible de passer. Cet officier supérieur m'a donné l'ordre de m'installer à nouveau à l'hôpital de Sarrebourg. Là, j'ai continué à recevoir des blessés qui arrivaient de plus en plus nombreux, blessés du 85^e, du 95^e, du 29^e.

Pendant que nous nous occupions très activement de tous ces blessés, le bombardement devenait de plus en plus violent et l'on commençait à entendre la fusillade. Beaucoup de blessés ont été blessés à nouveau ou tués dans leur lit d'hôpital.

Les Allemands sont entrés dans l'hôpital entre 16 et 17 h. Ils ont mis la main sur tout le personnel et le matériel médical. M. le Médecin major de 1^{ère} classe Mangelot, chef de Service au 95^e, a été pris, avec tout son personnel, dans les Halles de la ville, où il avait installé un autre poste de secours.

Les 21 et 22, nous avons continué à donner nos soins aux blessés présents à l'hôpital et à tous ceux qu'on nous amenait encore du champ de bataille.

Le 23, est arrivé à Sarrebourg un hôpital de campagne allemand. Le Médecin-chef de cette formation nous a remerciés et a déclaré que nous allions être dirigés sur la Suisse.

Le soir du 23, on nous mettait dans un train en direction de Zweibrücken, où nous devions descendre. Là, un certain nombre d'entre nous, six médecins et une cinquantaine de brancardiers, ont pu descendre. »



« Je suis tombé au pouvoir des Allemands le 20 août vers 5 h du soir à Sarrebourg-en-Lorraine. Le Régiment était entré dans la ville le 19 au matin ; une bataille très violente avait eu lieu toute la journée et le service de santé du 85^e avait travaillé sans relâche jusqu'à 1 h du matin pour arriver à relever et à panser les blessés déjà très nombreux.

Le 20 au matin, nous étions prêts à partir, attendant les ordres qu'avait été chercher le Médecin-Major Védrines, quand arriva le cycliste du Colonel nous donnant Bühl comme lieu de destination. Une demi-heure environ s'écoula et nous vîmes apparaître notre médecin-chef qui organisa aussitôt le convoi, et déjà nous étions en route quand éclata une violente canonnade ; les obus arrivaient exactement sur la route que nous devions suivre, un éclat effleura même le médecin-major. Celui-ci nous ordonna alors de descendre vers la partie basse de la ville pour essayer de nous rendre à Bühl par un autre chemin ; mais après avoir interrogé plusieurs personnes de la ville, nous acquîmes la conviction que c'était là chose impossible ; le convoi fit alors demi-tour pour regagner la route abandonnée ; les premières voitures y étaient déjà engagées quand survint le Colonel Reibell, commandant la brigade qui nous donna l'ordre de rentrer à l'hôpital et d'y installer les postes de secours.

Les blessés ne tardèrent pas d'ailleurs à arriver en très grand nombre, tout l'hôpital fut bientôt plein, les couloirs étaient occupés. Les blessés nous renseignaient un peu sur la marche de la bataille, nous savions que le Régiment reculait ; bientôt la fusillade éclata dans les rues et quelques instants après les Allemands entraient à l'Hôpital.

Un officier allemand pénétra dans la salle où je travaillais avec quelques camarades et dit simplement : « Vous êtes médecins, continuez Messieurs. » Il revint un instant après nous demander nos armes sans se départir de sa correction.

Le 20 août, jusqu'à minuit, le 21 et le 22, nous continuâmes à panser les blessés qui étaient immédiatement évacués. Des formations allemandes étaient arrivées. Le médecin-chef de l'Ambulance allemande (Feldlazarett) nous traita durement, disant au personnel de ne nous donner de quoi manger et de ne nous laisser reposer que quand tout le travail serait complètement terminé. Nous fûmes nourris grâce à l'obligeance des Dames de la ville, mais beaucoup d'entre nous furent obligés de coucher dans la salle de pansements.

Le 23, un officier allemand qui avait, je crois, le grade de Général, nous fit appeler et nous dit de cesser immédiatement notre travail et nous remercia du dévouement dont nous avions fait preuve depuis notre prise, ajoutant que le soir même nous partirions par la Suisse.

A ce moment des sous-officiers nous emmenèrent dans le jardin de l'hôpital pour procéder à une fouille. Chacun de nous dut s'avancer à son tour entre deux hommes revolver au poing, pendant qu'un sous-officier revêtait consciencieusement ses bottes, enlevant les couteaux et même la correspondance.

A midi, deux médecins allemands nous conduisirent dans un restaurant de la ville pour y prendre un repas ; le soir à 9 h, munis d'un passeport pour Zweibrücken (Deux-Ponts), nous prîmes le train à la gare de Sarrebourg.

Quand nous voulûmes descendre à Zweibrücken, les portes étaient fermées ; malgré nos protestations, le train continua sa route jusqu'à Grafenwöhr, où il arriva après 40 heures de trajet.

Le long du parcours, comme régime : pain, eau et une vague soupe au riz. »



A la fin de la journée [du 20 août], l'intégralité des unités françaises engagées dans le couloir de Sarrebourg doit reculer de plusieurs kilomètres afin de pouvoir s'établir défensivement.

Le 21 août, les troupes françaises sont contraintes de battre en retraite sous la pression des forces allemandes et se trouvent menacées par un large contournement de leur aile gauche induit par le reflux de la 2^e armée, engagée simultanément en direction de Metz après les échecs devant Morhange.

Si les combats s'éloignent définitivement, puisque le front se stabilise plus loin, ces quelques jours d'affrontement de l'été 1914 laissent sur le champ de bataille de Sarrebourg du matériel, des blessés et les corps des hommes qui ont perdu la vie.

La préoccupation principale des autorités civiles et surtout militaires au lendemain de la bataille n'est naturellement pas l'inhumation des défunts, mais les soins à porter aux blessés. Ces derniers sont dispersés dans des postes de secours de toutes tailles, généralement improvisés dans les granges des fermes et même dans ou autour des églises, à l'exemple de Loudrefing, où l'encombrement en brancards, matelas et pansements du cimetière témoigne de l'occupation de ce lieu sacré. Cette même saturation en blessés se rencontre à Sarrebourg et dans la plupart des communes environnantes, mais elle atteint un niveau encore plus critique à Abreschviller. Ce village situé au pied du col du Donon est l'un des principaux lieux de passage des troupes françaises qui y laissent ceux dont l'état est jugé trop grave pour qu'ils soient transportés sur de longues distances. Pour les autorités, il s'agit de parer au plus pressé et de sauver tous ceux qui peuvent encore l'être. (...)

A Sarrebourg, elle aussi encombrée de blessés et de morts, la situation n'est pas plus enviable [qu'à Abreschviller]. Les deux hôpitaux, civil et militaire, ne suffisent pas et les blessés s'entassent dans le lycée, les écoles et même la halle du marché de cette ville qui se mue en un vaste centre de soins où, quand certains meurent, d'autres sont évacués par voie ferrée vers l'Est. Ici encore les femmes se mettent volontairement à la disposition des autorités pour panser et laver les blessés, soulager les malades de leur douleur et le personnel médical des tâches les plus ingrates. Mais, en dépit de ce déploiement de bonne volonté, des soldats continuent à mourir, laissant aux habitants les visions les plus macabres. Léon Nonnenmacher*, alors adolescent, témoignera plus tard : « *Un soir, à mon retour, un spectacle horrible s'offrit à ma vue. Les nombreux cadavres rassemblés dans les rues de la ville gisaient pêle-mêle dans la cour devant notre maison.* »

* cité par Joseph Elmerich dans « Août 14 : la bataille de Sarrebourg »

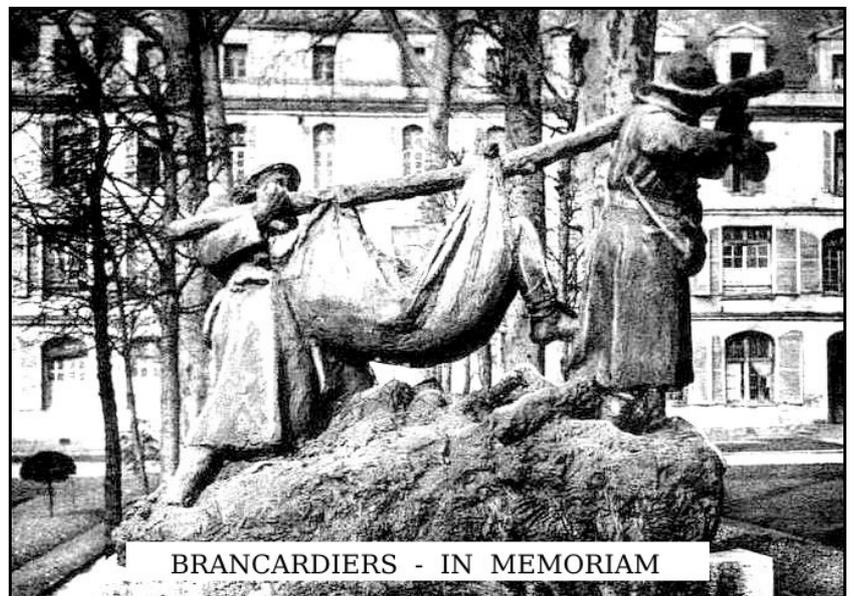
Le ramassage des morts par les civils réquisitionnés

Qu'il s'agisse des rues, forêts ou champs, plus de 6.700 corps de soldats français et allemands sont dispersés sur le champ de bataille. Aucune des deux armées ne s'attendait à subir autant de pertes, qui sont autant de cadavres attendant une inhumation dans ces chaudes journées d'été et dont la présence inquiète toutes les autorités, car ils peuvent être à l'origine de problèmes d'ordre sanitaire.

Si de simples citoyens se portent volontairement au secours des blessés, quel que soit leur uniforme, c'est la réquisition qui implique les hommes dans le ramassage et la mise en terre des morts.

Les réquisitions, même si elles restent exceptionnelles, ne sont pas illégales. Le recours à cette main d'œuvre est précisé dans les divers règlements et manuels de services sanitaires et prévue par la convention internationale de La Haye, qui les encadre. A Sarrebourg et dans beaucoup d'autres villages, ce sont les hommes entre 16 et 60 ans qui sont appelés à ramasser les corps. C'est le cas du jeune Charles Grandhomme*, fils d'agriculteur, à Hesse.

* Charles Grandhomme, maire de Hesse de 1953 à 1959



La fourchette d'âge concernée ne doit pas étonner, car la grande majorité des hommes dans la force de l'âge est, à cette période, sous l'uniforme. (...)

A ces « fossoyeurs de fortune », accompagnés de prisonniers et d'infirmiers, revient la difficile tâche de ramasser, de regrouper, d'identifier et d'enterrer les combattants qui ont trouvé la mort dans les combats. Ces opérations laissent un souvenir marquant à toutes les personnes qui y prennent part. Les témoignages montrent les difficultés de la confrontation entre des civils et cette multitude de corps sans vie, comme celui de Charles Henrion*, un habitant de Hoff : « Avec un ami je fus chargé de l'enterrement, essentiellement de soldats français tués lors de l'attaque du Tinkelberg le long de la lisière et à l'intérieur de la forêt reliant Hoff à Sarraltroff. A nous deux nous avons ramassé environ quatre-vingts corps que nous avons déposés dans une fosse creusée en face du magasin de M. Gies dans la rue des Ponts. Il m'a fallu énormément de courage et de volonté pour accomplir cette mission. J'en étais tellement écoeuré que j'ai eu du mal à me remettre de mes émotions. »

* cité par Jacques Brunner, dans « Sarrebourg Moselle, bulletin municipal officiel » N°26/1984

C'est donc sur le champ de bataille lui-même que les cadavres des soldats tombés au cours de ces premiers affrontements de la Grande Guerre sont inhumés par tous les hommes disponibles, pressés par le temps qui s'écoule et affecte les corps. (...) On ne peut naturellement pas se permettre d'offrir aux soldats inhumés des tombes individuelles sur les lieux exacts de leur décès. (...) Les fosses communes d'août 1914 sont le résultat de regroupements de corps de soldats tombés dans la campagne, dans un rayon de quelques centaines de mètres. De même, des questions sanitaires conduisent à l'évacuation rapide des corps des soldats décédés dans les villes et villages. Dans le cas de Sarrebourg, ils sont inhumés au cimetière de garnison, donc dans un lieu dévolu avant-guerre à ce type d'usage. »



Quelles tombes pour les combattants de Sarrebourg ?

(...) Très souvent, des considérations pratiques influent sur la forme finale des sépultures. Celles-ci vont du simple caveau contenant moins d'une dizaine de corps à la structure aux allures de charnier où reposent plusieurs centaines d'hommes. A Niderviller, une seule regroupe 208 hommes. Dans certains secteurs, les soldats de l'une des nations sont sur-représentés, mais les fosses communes contenant les corps des soldats allemands et celles des militaires français sont similaires, la majorité étant à caractère national. (...)

Les corps des soldats français et allemands semblent être traités avec équité, même si certains combattants, notamment les officiers, sont mis en avant. Ainsi, près de 7 officiers sur 10 sont enterrés dans des tombes qui leur sont réservées, preuve de l'importance qui leur est faite. En Allemagne, plus encore qu'en France, l'officier incarne une élite sociale - souvent aristocratique - qui occupe une place particulière et jouit d'un certain prestige. Cependant, ce principe ne peut être présenté comme une constante : certains des officiers partagent la sépulture de leurs hommes.

La diversité des traitements dans les inhumations d'août 1914 semble indiquer une absence de directives générales ou de coordination des opérations sur l'ensemble du territoire concerné par la bataille. Dans un premier temps, c'est souvent une simple croix qui vient marquer le lieu de la sépulture. Cependant, par piété et par respect pour les morts, ces tombes sont ensuite enrichies d'ornements qui vont jusqu'au monument en pierre. Des aménagements touchent les sépultures françaises comme allemandes, sans exception. Ainsi, même si l'origine des financements reste inconnue, cette pratique est la preuve d'un traitement égal pour tous les combattants tombés pour leur patrie, quelle qu'elle soit. »

Documentation, rédaction et traduction des textes allemands : M.-O. Z.